



CHAPITRE 86

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke

[Sanctionnée le 5 avril 1950]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Sherbrooke, par sa pétition, a représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 110; 3 George VI, chapitre 108; 4 George VI, chapitre 84; 6 George VI, chapitre 77; 9 George VI, chapitre 76; 10 George VI, chapitre 60; 11 George VI, chapitre 85 et 12 George VI, chapitre 55, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 210,
remp.
pour la ci-
té.

1. L'article 210 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 29 de la loi 1 George VI, chapitre 105, et par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 60 est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Heures du
scrutin.

"210. Les bureaux de votation doivent être ouverts à neuf heures de l'avant-midi et rester ouverts jusqu'à sept heures de l'après-midi du même jour; et chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de vota-

CHAPTER 86

An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Assented to, the 5th of April, 1950]

Preamble.

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, amended by the acts 2 George VI, chapter 110; 3 George VI, chapter 108; 4 George VI, chapter 84; 6 George VI, chapter 77; 9 George VI, chapter 76; 10 George VI, chapter 60; 11 George VI, chapter 85 and 12 George VI, chapter 55, be again amended for the purpose of giving to it more extensive powers; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 210 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 29 of the act 1 George VI, chapter 105, and by section 7 of the act 10 George VI, chapter 60, is again replaced, for the city, by the following:

Hours of
polling.

"210. The polling-stations shall be opened at the hour of nine of the clock in the forenoon and kept open until seven of the clock in the afternoon of the same day. Each deputy returning-officer shall during that time, in the polling-station

tion qui lui est assigné, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau.”

assigned to him, receive the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station.”

S.R.,
c. 233,
a. 408,
remp.
pour la ci-
té.

2. L'article 408 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé pour la cité par l'article 94 de la loi 1 George VI, chapitre 105 et l'article 8 de la loi 10 George VI, chapitre 60, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant :

2. Section 408 of the Cities and Towns Act, as replaced for the city by section 94 of the act 1 George VI, chapter 105 and section 8 of the act 10 George VI, chapter 60, is again replaced, for the city, by the following :

Heures du
scrutin.

“408. Les bureaux de votation devront être ouverts de neuf heures du matin à sept heures de l'après-midi.

“408. The polling-stations shall be open from nine o'clock in the morning until seven o'clock in the afternoon.

Procédu-
re.

Les procédures dans chaque quartier devront être les mêmes autant que possible qu'aux élections municipales tenues en vertu de cette charte et de la Loi des cités et villes. Le sous-officier-rapporteur inscrira au dos de chaque bulletin, lorsqu'il le donnera au voteur, le montant en chiffres de l'évaluation de ses propriétés immobilières imposables, telle qu'elle apparaît sur la liste des voteurs, et inscrira en dessous ses initiales.”

The proceedings in each ward shall be the same, as nearly as may be, as at municipal elections held under the Cities and Towns Act, and the charter of the city. The deputy returning-officer shall inscribe on the back of each ballot, upon giving same to the voter, the amount in figures of the valuation of his taxable real estate, as it appears on the voter's list, and shall inscribe his initials underneath.”

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

3. Le paragraphe 2°, de l'article 429 de la Loi des cités et villes tel que remplacé, pour la cité, par l'article 43 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant :

3. Paragraph 2 of section 429 of the Cities and Towns Act, as replaced for the city by section 43 of the act 1 George VI, chapter 105, is again replaced, for the city, by the following :

Pavages.

“2° Pour paver une rue, ruelle, voie publique, place publique, en tout ou en partie avec des matériaux déclarés permanents par le conseil et pour en répartir le coût par moitiés, entre la cité et les propriétaires des lots en bordures desdites rue, ruelle, voie publique ou place publique, suivant l'étendue de front de chacun de ces lots; si un lot est situé sur un coin de rue, ruelle publique, voie publique, ou place publique, et que des travaux sont effectués sur chacune de ces rue, ruelle, voie publique ou place publique, le propriétaire devra payer tel que ci-dessus sur le front le plus étendu; mais en aucun cas, il ne sera exempté pour plus que 50 pieds; si les travaux sont d'abord effectués sur le front le moins étendu, il devra payer la différence entre le moins étendu et le plus étendu lorsque les travaux seront effectués sur ce dernier front.

“2. To pave any street, lane, public road or public place, wholly or partly, with materials declared permanent by the council, and to apportion the cost one-half upon the city and one-half upon the owners of the lots bordering the said street, lane, public road of public place according to the frontage of each of such lots; if a lot is situated on the corner of a street, public lane, public road, or public place, and work is carried out on each such street, lane, public road or public place, the owner shall pay as above stated on the more extensive frontage; but in no case, shall he be exempted for more than 50 feet; if the work is first carried out on the less extensive frontage, he shall pay the difference between the less extensive and the more extensive frontage when the work is carried out on the latter frontage.

Conduits.

Quand il sera nécessaire de renouveler, dans une rue ou partie de rue, des conduits d'égouts, d'aqueduc, de gaz et d'électricité

When it shall be necessary to renew in any street or part of a street, sewer, water, gas, electric or other underground

ou autres conduits souterrains, le coût du renouvellement de ces conduits fera partie du coût du pavage de cette rue ou partie de rue.

Conduits. Lorsqu'il sera nécessaire de renouveler ou réparer, dans une rue ou partie de rue, des conduits d'égouts, d'aqueduc, de gaz, d'électricité ou autres conduits souterrains privés pour les raccorder aux réseaux d'égouts, d'aqueduc, de gaz ou d'électricité de la cité, la cité les construira et pourra en recouvrer le coût de chacun des propriétaires dont les conduits ont été ainsi renouvelés et réparés."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité. Propriétaire de taxi, etc.
4. Le paragraphe 27^b, de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:
 "27^b Pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant par vingt dollars par taxi et le conducteur de taxi autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la corporation un permis annuel de un dollar."

S.R., c. 233, a. 530a, aj. pour la cité.
5. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 530 de la Loi des cités et villes:

Permis de construction. "**530a.** Aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

"construction". Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction avec ses dépendances.

Restriction. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture."

1937, c. 105, a. 50a, aj.
6. L'article suivant est ajouté après l'article 50 de la charte de la cité, la loi 1 George VI, chapitre 105:

Gas propane. "**50a.** La cité pourra, par règlement ou résolution à cet effet, obliger toute personne, société ou compagnie autorisée à vendre du gaz propane en cylindres dans les limites de la cité, ou tout autre gaz qui pourrait lui être substitué, à peser ledit

conduits, the cost of renewing such conduits shall form part of the cost of the paving of such street or part of a street.

Conduits. When it shall be necessary to renew or repair, in any street or part of a street, sewer, water, gas, electric or other private underground conduits in order to connect them with the city's system of sewerage, water, gas or electricity, the city shall construct the same and may recover the cost thereof from each of the owners of the conduits thus renewed or repaired."

R.S., c. 233, s. 429, am. for city. Taxi owners, etc.
4. Paragraph 27^b of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"27^b. To oblige every taxi owner to obtain from the corporation an annual license not exceeding twenty dollars for each taxi and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the corporation an annual license of one dollar."

R.S., c. 233, s. 530a, added for city.
5. The following section is added, for the city, after section 530 of the Cities and Towns Act:

Building permit. "**530a.** No building permit shall be granted unless the land on which each proposed building is to be erected forms a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

In the above provision, the word "building" means a building with its dependencies.

The provisions of this section shall not apply to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation".

1937, c. 105, s. 30a, added.
6. The following section is added after section 50 of the city charter, the act 1 George VI, chapter 105:

Propane gas. "**50a.** The city may, by by-law or resolution to that effect, compel any person, firm or company authorized to sell propane gas in cylinders within the city limits, or any other gas capable of being substituted therefor, to weigh the said

gaz sur la balance de l'usine à gaz de la cité avant d'en faire la livraison aux clients."

gas on the scales of the city gas plant before delivering it to customers."

Résolu-
tion va-
lidée.

7. La résolution du conseil municipal de la cité de Sherbrooke en date du 1er septembre 1949, aux fins d'obliger tout vendeur de gaz propane en cylindres dans les limites de la cité, à peser ledit gaz sur la balance de l'usine à gaz de la cité, est légalisée et validée à toutes fins que de droit.

7. The resolution of the municipal council of the city of Sherbrooke dated September 1st, 1949, for the purpose of compelling every seller of propane gas in cylinders within the city limits to weigh the said gas on the scales of the city gas plant, is hereby legalized and validated for all legal purposes.

Resolu-
tion vali-
dated.

S.R.,
c. 233,
a. 496,
ramp.
pour la ci-
té.

8. L'article 496 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la cité, par le suivant.

8. Section 496 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 496, re-
placed, for
city.

Bureau de
revision.

"496. Les plaintes produites en vertu de l'article 495 pourront être jugées par un bureau spécial appelé "Bureau de revision". Ce bureau est composé de trois reviseurs nommés chaque année par le conseil à la date du dépôt du rôle en vertu de l'article 494. Le secrétaire des évaluateurs sera le secrétaire de ce bureau de revision.

"496. Complaints made under section 495 may be decided by a special board called the "Board of Revision". Such board shall be composed of three revisors appointed each year by the council on the date of the deposit of the roll under section 494. The secretary of the assessors shall be the secretary of such Board of Revision.

Board of
Revision.

Quorum,
etc.

Le quorum sera de trois. Au cas d'incapacité d'agir pour cause de maladie ou autrement, de l'un ou de plusieurs des membres du bureau, le conseil devra nommer un remplaçant à chacun des membres ainsi incapable d'agir.

The quorum shall be three. In case of inability to act by reason of illness or otherwise, of one or more members of the board, the council shall appoint a substitute for each member thus unable to act.

Quorum,
etc.

Émolu-
ments.

Le conseil fixera les émoluments des membres du Bureau de revision.

The council shall fix the remuneration of the members of the Board of Revision.

Remune-
rations.

Plaintes.

Après les trente jours mentionnés à l'article 494, le greffier de la cité remet les plaintes reçues en vertu de l'article 495 au secrétaire du bureau, ou un rapport qu'il n'a pas été produit de plaintes.

After the thirty days mentioned in section 494, the city clerk shall remit the complaints received under section 495 to the secretary of the board, or a report that no such complaint has been made.

Com-
plaints.

Décisions.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment reçu par le président, ainsi que les estimateurs, s'il est jugé nécessaire, le bureau maintient ou modifie le rôle selon qu'il lui paraît juste."

After having heard the parties and their witnesses, under oath administered by the presiding officer, as also the assessors, if deemed necessary, the board shall maintain or alter the roll, as it may deem just."

Decisions.

Bureau
établi.

8a. Dans le cas où ledit bureau sera établi, les articles 9, 10, 11 et 12 s'appliqueront.

8a. In the event of the establishment of the said Board, sections 9, 10, 11 and 12 shall apply.

Board
establish-
ed.

1937,
c. 105,
a. 68,
ramp.
S.R.,
c. 233,
a. 497,
ramp.
pour la
cité.

9. L'article 68 de la charte de la cité, la loi 1 George VI, chapitre 105, est remplacé par le suivant:

9. Section 68 of the city charter, the act 1 George VI, chapter 105, is replaced by the following:

1937,
c. 105,
s. 68, re-
placed.

"68. L'article 497 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"68. Section 497 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 497, re-
placed,
for city.

Revision,
homologation.

"497. Dans tous les cas, il est du devoir du bureau de procéder dans cette séance, ou à tout ajournement d'icelle, qu'il y ait plainte ou non, à reviser, modifier, altérer, selon qu'il lui paraît juste, le rôle d'évaluation.

Correc-
tions.

Il peut aussi faire tout changement de phraséologie nécessaire.

Audition
des plain-
tes.

Le bureau peut entendre les plaintes en une seule séance ou diviser l'audition en plusieurs séances en le mentionnant dans l'avis."

S.R.,
c. 233,
aa. 498-
501, 504,
remp. pour
la cité.
Omis-
sions.

10. Les articles 498, 499, 500, 501, et 504 de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la cité, par les suivants:

"498. S'il y a eu omission de quelque propriété dans le rôle préparé par les estimateurs, le bureau peut ordonner à ces officiers d'évaluer cette propriété et de l'ajouter au rôle.

Homolo-
gation.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette addition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation, et être entendu devant le bureau dès l'expiration du délai de huit jours.

Rapport.

Après que le bureau a disposé des plaintes, il dresse un rapport de ses opérations, et le remet au greffier de la cité avec les plaintes et les autres documents qui ont servi à l'audition, pour faire partie des archives du conseil.

Durée du
rôle.

"499. Lorsqu'il reçoit ce rapport, le greffier de la cité doit le communiquer immédiatement au conseil qui déclare le rôle homologué; et le rôle ainsi homologué reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle.

Rôle sup-
plémentaire.

"500. Chaque année, le ou avant le premier du mois de novembre, les estimateurs feront un rôle supplémentaire d'évaluation qu'ils déposeront dans ce délai, au bureau du greffier, le ou avant le 15 du mois de novembre.

Revision.

Ce rôle sera une revision du rôle en vigueur, mais seulement pour les propriétés ayant subi des modifications comme ci-dessous.

"497. In all cases, the board shall proceed, at such sitting or at any adjournment thereof, whether there be any complaint or not, to revise, amend or alter the valuation roll as may seem just to it.

Revision,
homologation.

It may also correct the form of the language used.

Correc-
tions.

The board may hear the complaints at a single sitting or divide the hearing into several sittings by so stating in the notice."

Hearing
of com-
plaints.

10. Sections 498, 499, 500, 501 and 504 of the Cities and Towns Act are replaced, for the city, by the following:

S.R.,
c. 233,
ss. 498-
501, 504,
replaced,
for city.

"498. If any property be omitted from the roll prepared by the assessors, the board may order such officers to value such property and to add it to the roll.

Omis-
sions.

In such case, the roll cannot be homologated until special notice of eight days, in relation to such addition, has been given to the owner, who may, within such delay, file his complaint against the valuation, and be heard before the board upon the expiration of the eight days.

Homolo-
gation.

After the board has disposed of such complaints, it shall make a report of its operations, and shall remit it to the city clerk with the complaints and other documents which have been used at the hearing, to form part of the archives of the council.

Report.

"499. The city clerk, upon receipt of such report, must forthwith communicate it to the council which shall declare the roll homologated; and the roll so homologated shall remain in force until the coming into force of a new roll.

Duration
of roll.

"500. Each year, on or before the first of the month of November, the assessors shall prepare a supplementary valuation roll which they shall deposit, within such delay, at the clerk's office, on or before the 15th of November.

Supple-
mentary
roll.

Such roll shall be a revision of the roll in force, but only for the properties which shall have been changed as mentioned below.

Revision.

- Modifications.** Les estimateurs modifient, dans ce rôle, la valeur réelle des propriétés immobilières portées au rôle en vigueur, en l'augmentant ou en la diminuant, suivant les modifications qui auront été faites à ces propriétés et qui leur auront donné une valeur augmentée ou diminuée à l'époque du dépôt de ce rôle supplémentaire.
- Avis spécial.** Le greffier donnera immédiatement un avis spécial, par écrit, par la poste et sous pli recommandé, à toutes personnes mentionnées dans le rôle supplémentaire dont la valeur des propriétés a été augmentée ou diminuée, conformément au présent article, afin de leur donner connaissance du changement.
- Avis public.** Il donnera également un avis public publié une fois dans un journal de langue française et une fois dans un journal de langue anglaise, que le rôle supplémentaire a été fait et qu'il est déposé à son bureau.
- Examen.** Durant les quinze jours qui suivront le dépôt de cet avis spécial au bureau de poste et la publication de l'avis public dans les journaux, le rôle supplémentaire sera ouvert à l'examen des intéressés. Il sera alors loisible aux personnes dont la valeur des propriétés a été modifiée par les évaluateurs de déposer, dans ce délai, une plainte au bureau du greffier.
- Plainte.** Si quelque propriété immobilière a subi une diminution de valeur considérable, soit par incendie, démolition ou toute autre cause, et si les estimateurs ne tiennent pas compte de cette diminution en faisant le rôle supplémentaire, le propriétaire pourra alors, dans le délai mentionné à l'alinéa précédent, déposer une plainte au bureau du greffier.
- Procédure.** L'examen et l'audition de ces plaintes seront faits par le bureau, suivant l'article 496 ci-dessus, et la procédure prescrite pour le rôle principal sera suivie.
- Idem.** Les autres dispositions concernant le rôle principal s'appliqueront au rôle supplémentaire.
- Devoir du trésorier.** Aussitôt que le rôle supplémentaire aura été homologué, il sera du devoir du trésorier de modifier en conséquence le ou les rôles de perception, avec un certificat à la fin du ou de ces rôles attestant ces changements.
- The assessors shall amend, in such roll, the real value of the immoveable properties entered on the valuation roll then in force, by increasing or reducing it, following the changes which shall have been made to such properties and which shall have increased or reduced the valuation thereof at the time of the deposit of such supplementary roll.
- The clerk shall immediately give a special notice, in writing, by registered mail, to every person entered on the supplementary roll, the value of whose property has been increased or reduced, according to this section, so as to notify them of the change.
- He shall also give a public notice, once in a newspaper published in the French language, and once in a newspaper published in the English language, that the supplementary roll has been prepared and that it has been deposited in his office.
- During the fifteen days following the mailing of such special notice and the publication of the public notice in the newspapers, the supplementary roll shall be open to inspection by the interested parties. Persons, the value of whose property has been changed by the assessors, may then file, within such delay, a complaint at the clerk's office.
- If any immoveable property has suffered considerable reduction in value through fire, demolition or other cause and if the assessors have not taken such reduction into consideration in making the supplementary roll, the owner may then, within the delay mentioned in the preceding paragraph, file a complaint in the clerk's office.
- The board shall examine and hear such complaints according to section 496 hereinabove, and the procedure prescribed for the principal roll shall be followed.
- The other provisions respecting the principal roll shall apply to the supplementary roll.
- As soon as the supplementary roll shall have been homologated, it shall be the duty of the treasurer to amend accordingly the collection roll or rolls, with a certificate at the end of the roll or rolls attesting such changes.

- Crédit.** Toute personne affectée par ces changements devra recevoir crédit immédiatement pour toute réduction de taxe qui lui sera accordée ou payer sur demande toute augmentation de taxe qui lui sera imposée. **Every person affected by such changes shall receive credit immediately for any reduction in taxes which shall be granted to him, or pay upon demand any increase in taxes which shall be imposed upon him.** **Credit.**
- Délai.** **"501.** Le défaut de la part des estimateurs ou du bureau d'agir dans le temps prescrit, n'a pas l'effet d'empêcher la confection ou l'homologation du rôle, en dehors de ce temps."**"501.** The failure of the assessors or of the board to act within the time prescribed shall not prevent the completion or homologation of the roll thereafter."**Delay.**
- Appels.** **"504.** Il y a droit d'appel à la Cour de magistrat du district de Saint-François:**"504.** An appeal shall lie to the Magistrate's Court of the district of St. Francis:**Appeals.**
- 1° De toute décision rendue par le bureau ou le conseil, selon le cas, en vertu des articles 496, 497, 498, 499, 500 et 502, dans les trente jours à compter de cette décision, soit que le bureau ou le conseil l'ait rendue de son propre mouvement ou sur plainte ou requête produite en vertu de ces articles;
2° Du refus ou de la négligence du bureau de prendre en considération une plainte écrite, produite en vertu des articles 500 ou 502, dans les trente jours qui suivent la séance à laquelle il devait en prendre connaissance."**1.** From any decision of the board or of the council, as the case may be, under sections 496, 497, 498, 499, 500 and 502, within thirty days from such decision, whether the board or the council rendered the same of its own accord or upon a complaint or petition filed in virtue of such sections;
2. Whenever the board has neglected or refused to take cognizance of any written complaint, made in virtue of sections 500 or 502, within thirty days after the sitting at which it should have taken cognizance thereof."
- 1937, c. 105, a. 68a, aj. **11.** L'article suivant est ajouté après l'article 68 de la charte de la cité, la loi 1 George VI, chapitre 105:**11.** The following section is added after section 68 of the city charter, the act 1 George VI, chapter 105:**1937, c. 105, s. 68a, added.**
- Pouvoirs.** **"68a.** Le bureau de revision aura les mêmes pouvoirs quant au rôle spécial pour les taxes d'affaires et de locataires."**"68a.** The Board of Revision shall have the same powers with respect to the special roll for business and tenants' taxes."**Powers.**
- 1937, c. 105, aa. 72-74, 76, remp. **12.** Les articles 72, 73, 74 et 76 de la charte de la cité, la loi 1 George VI, chapitre 105, sont remplacés par les suivants:**12.** Sections 72, 73, 74 and 76 of the city charter, the act 1 George VI, chapter 105, are replaced by the following sections:**1937, c. 105, ss. 72-74, 76, replaced.**
- Appel au conseil.** **"72.** Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre de ce rôle spécial, tel que préparé, pour lui-même ou pour une autre personne, peut en appeler au conseil en donnant à cet effet au greffier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte et, s'il se plaint que l'évaluation de son loyer ou de la valeur annuelle du lieu où s'exerce son commerce est trop élevé, il doit mentionner dans l'avis, le montant de l'évaluation qu'il reconnaît**"72.** During such time, any person who thinks himself entitled to complain, for himself or for another, of the special roll as drawn up, may appeal therefrom to the council, by giving for that purpose a written notice to the clerk stating the grounds of his complaint and, if he complains that the valuation of the rent or of the annual value of the place where he carries on his business is too high, he shall mention, in the notice, the amount of the**Appeal to council.**

juste. Le bureau de revision ne sera pas obligé de prendre connaissance d'une plainte faite hors des délais.

valuation considered by him to be just. The Board of Revision shall not be obliged to take communication of a complaint made after the expiry of the delays.

Examen
des plain-
tes.

"73. Le bureau de revision, après l'expiration des quinze jours mentionnés en l'article 71, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 72.

"73. The Board of Revision, after the expiration of the fifteen days mentioned in section 71, shall take into consideration and decide all the complaints made under section 72. Examination of complaints.

Décisions
du bu-
reau.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins, sous serment administré par son président, ainsi que les évaluateurs s'ils désirent être entendus et les témoins produits de la part de la municipalité, le bureau maintient ou modifie le rôle selon qu'il lui paraît juste.

After having heard the parties and their witnesses, under oath administered by its presiding officer, as also the assessors, if they wish to be heard, and the witnesses produced on behalf of the municipality, the board shall maintain or alter the roll, as it may deem just. Decision of the board.

Homolo-
gation.

"74. Après que le bureau a disposé des plaintes, il suit les mêmes formalités que celles prévues au troisième alinéa de l'article 498, ci-dessus; le greffier communique immédiatement ce rapport au conseil qui déclare le rôle homologué et ce rôle spécial ainsi homologué, reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle.

"74. After the complaints have been disposed of, the board shall follow the same formalities as those contemplated in the third paragraph of section 498 above; the clerk shall immediately communicate such report to the council which shall declare the roll homologated; and the special roll so homologated shall remain in force until the coming into force of a new roll. Homologation.

Disposi-
tions ap-
plicables.

"76. Les dispositions de l'article 504 ci-dessus concernant l'appel de la décision du bureau de revision s'appliquent audit rôle spécial, *mutatis mutandis*."

"76. The provisions of the above section 504, respecting appeals from the decision of the Board of Revision shall apply to the said special roll, *mutatis mutandis*." Provisions to apply.

1937,
c. 105,
a. 92, aj.

13. L'article suivant est ajouté après l'article 91 de la charte de la cité, la loi 1 George VI, chapitre 105:

13. The following section is added after section 91 of the city charter, the act 1 George VI, chapter 105: 1937, c. 105, s. 92, added.

Cotisa-
tion.

"92. En sus de ses pouvoirs actuels, la cité pourra cotiser les propriétés et les propriétaires de terrains pour tous les travaux mentionnés dans les paragraphes 1° et 3° de l'article 429 de la Loi des cités et villes, pour la moitié du coût des travaux effectués en bordure desdits immeubles; si un immeuble est borné sur plus d'un côté par une rue, ruelle ou place publique et que des trottoirs sont construits sur chacune de ces rue, ruelle ou place publique, le propriétaire devra payer tel que ci-dessus pour le coût desdits trottoirs sur chacune desdites rue, ruelle ou place publique."

"92. In addition to its present powers, the city may assess the properties and the owners of land for all the work mentioned in paragraphs 1 and 3 of section 429 of the Cities and Towns Act for one-half of the cost of the work carried out opposite such immoveables; if an immovable is bounded on more than one side by a street, lane or public place, and sidewalks are built on each such street, lane or public place, the owner shall pay as above stated for the cost of such sidewalks on each such street, lane or public place." Assessment.

Cotisations validées.

14. Les cotisations d'immeubles et la perception des taxes effectués par la cité de Sherbrooke, pour les travaux ci-dessus mentionnés depuis 1945 sont ratifiées et validées.

1937, c. 105, a. 94, remp.

15. L'article 94 de la charte de la cité, la loi 1 George VI, chapitre 105, est remplacé par le suivant:

S.R., c. 233, aa. 399-410, remp. pour la cité. Procédure.

"94. Les articles 399 à 410 inclusivement de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la cité, par les suivants:

"399. Chaque fois qu'un règlement requerra l'approbation des propriétaires d'immeubles de la cité, les procédures suivantes seront suivies.

Date du scrutin.

"400. Le conseil devra, par résolution, fixer le jour auquel se fera l'enregistrement des votes des propriétaires d'immeubles imposables dont les noms sont entrés sur la liste des électeurs alors en vigueur, et tel jour devra être fixé entre le vingtième et le soixantième jour qui suivront l'adoption du règlement par le conseil.

Extrait des listes.

"401. Le greffier de la cité dressera ou fera dresser pour chaque quartier, un extrait des listes des électeurs municipaux alors en vigueur, indiquant tous les noms des propriétaires d'immeubles imposables inscrits sur lesdites listes et habiles à voter dans ce quartier, mais aucun nom ne devra être inscrit sur plus d'une liste; après le nom de chaque électeur devra être entré le montant de l'évaluation de toutes les propriétés immobilières taxables lui appartenant et apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur, et le greffier devra en certifier l'exactitude. Ces extraits, ainsi certifiés comme susdit, constitueront la liste des votants ou électeurs pour chaque quartier et pour toutes fins requises se rapportant à ce vote.

La liste ainsi certifiée servira pour la votation sur tout règlement d'emprunt ou referendum durant les six mois qui suivront sa confection."

1937, c. 105, aa. 98, 99, ab.

16. Les articles 98 et 99 de la charte de la cité, la loi 1 George VI, chapitre 105, sont abrogés.

14. The assessment of immoveables and the collection of taxes effected by the city of Sherbrooke for the work above mentioned since 1945 are ratified and validated. Assessments ratified.

15. Section 94 of the city charter, the act 1 George VI, chapter 105, is replaced by the following: 1937, c. 105, s. 94, replaced.

"94. Sections 399 to 410, inclusively, of the said Cities and Towns Act are replaced, for the city, by the following: R.S., c. 233, ss. 399-410, replaced, for city.

"399. Whenever a by-law requires the approval of the real estate owners of the city, the following proceedings shall be followed. Procedure.

"400. The council shall, by resolution, fix the day for taking the votes of the owners of taxable real estate whose names are entered on the voters' list then in force and the day fixed shall be between the twentieth and the sixtieth day following the adoption of the by-law by the council. Date for opening poll.

"401. The clerk of the city shall make or cause to be made, for each ward, an extract from the municipal voters' list then in force, showing all the names of owners of taxable real estate inscribed on the said list and entitled to vote in such ward; but no name shall be entered in more than one list; after the name of every voter shall be entered the amount of the valuation of all the taxable real estate belonging to him and appearing on the valuation roll in force, and the clerk shall certify the correctness of the same. Such extracts, certified by him as aforesaid, shall constitute the voters' or electors' list for each ward, for all purposes required in connection with such vote. Extracts of lists.

The list so certified shall serve for voting on any loan by-law or referendum during the six months following its completion."

16. Sections 98 and 99 of the city charter, the act 1 George VI, chapter 105, are repealed. 1937, c. 105, ss. 98, 99, repealed.

1937,
c. 105,
a. 121,
remp.

17. L'article 121 de la loi 1 George VI, chapitre 105, tel que remplacé par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 76, est de nouveau remplacé par le suivant:

Congédi-
ment de
certains
officiers.

"121. Les officiers municipaux suivants, savoir: l'avocat de la cité, le greffier, le trésorier, l'ingénieur de la cité, le surintendant des services de l'électricité et du gaz, le surintendant de la voirie, le directeur du service de la police et le directeur du service des incendies ne pourront être congédiés à moins du vote affirmatif d'au moins sept membres du conseil."

Immeu-
bles pour
fins muni-
cipales.

18. Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, la cité pourra, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser trois cent cinquante mille dollars.

Vente,
etc.

19. La cité est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles pour la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant trois et demi pour cent d'intérêt par année, sur le coût de construction.

Emprunt.

20. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunt, sauf la nécessité de soumettre ledit règlement à l'approbation des électeurs propriétaires.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

17. Section 121 of the act 1 George VI, 1937, chapter 105, as replaced by section 6 of the act 9 George VI, chapter 76, is again replaced by the following:

"121. The following municipal officials, to wit: the city solicitor, the clerk, the treasurer, the city engineer, the superintendent of the electricity and gas services, the superintendent of roads, the director of the police department and the director of the fire department, may be dismissed only upon the affirmative vote of at least seven members of the council."

Dismissal
of certain
officers.

18. Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the city may, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, acquire or erect one or more immoveables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed three hundred and fifty thousand dollars.

Immove-
ables for
municipal
purposes.

19. The city is authorized to sell or rent the said immoveable or immoveables, upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immoveables to the city, and that the rental price is not less than the amount representing three and one-half per cent interest per annum on the cost of construction.

Sale, etc.

20. For the above purposes, the council may borrow a sum not exceeding three hundred and fifty thousand dollars, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws, saving the necessity of submitting such by-law to the approval of electors who are proprietors.

Loan.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.